

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, Rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DS SMITH

Rue Désiré Granet
BP 551
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Références : UDRD-2022-06-253-ET

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement DS SMITH implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale portant sur les rejets industriels dans l'eau. A cette occasion, un prélèvement inopiné a été réalisé ainsi qu'un contrôle de la qualité de la chaîne de mesure des rejets dans l'eau de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
- Code AIOT dans GUN : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

DS SMITH exploite une papeterie à partir de papier recyclé générant des effluents aqueux qu'il convient de traiter avant leur rejet en Seine. Pour ce faire, l'usine dispose de sa propre station d'épuration des eaux industrielles, qui a fait l'objet dernièrement de travaux d'amélioration pour un meilleur traitement des rejets. La visite a été l'occasion de vérifier les conditions de rejets au travers de la vérification de la qualité de la chaîne de mesure des rejets dans l'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné des rejets dans l'eau
- vérification de la qualité de la chaîne de mesures des rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.2	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Canal de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3	/	Sans objet
Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.3	/	Sans objet
Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.4	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en exergue d'écarts réglementaires majeurs. Cependant, l'exploitant surestime le volume des rejets industriels, en tant que la mesure du débit à l'exutoire final comptabilise aussi les eaux d'exhaure issues du confinement hydraulique de l'usine. Aussi, afin de fiabiliser davantage la chaîne de mesure, il est demandé à l'exploitant de corriger ce point.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le prélèvement opéré dans le cadre du contrôle inopiné est situé au canal de rejet final de l'usine, en direction de la Seine. Le rejet final vers la Seine est constitué d'un canal venturi ouvert et maçonné situé à environ 3 m en sous-sol. On accède au point de prélèvement via une échelle crinoline. L'ouvrage est accessible en toute sécurité, des barrières entourent également la zone pour prévenir tout risque de chute.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Le débit est mesuré dans le chenal amont du canal venturi via un débit-mètre à ultra-sons positionné au droit du canal, au milieu de sa largeur. Cette technologie est adaptée à la nature des effluents rejetés (absence de mousse, de flottants, de vapeur, notamment). La mesure de débit s'effectue en dehors d'une zone morte, le débit-mètre est protégé des intempéries par un capuchon en inox. Par ailleurs, l'exploitant indique que l'écoulement du rejet vers la Seine est parfois entravé lors de grandes marées, l'eau de Seine remontant parfois vers le canal. Aussi, le prélèvement est asservi au débit de rejet: en cas de faible débit ou de remontée d'eau de Seine dans le canal, le prélèvement est automatiquement stoppé. Au niveau du canal aval, une sonde mesure la température et le pH (20.5°C et pH de 8.12 lors du contrôle). Enfin, un tuyau en PVC en position ascendante assure le prélèvement par aspiration dans le chenal aval, où le renouvellement de l'effluent est régulier. Enfin, notons que le point de rejet vers la Seine collecte les eaux résiduaires industrielles de l'usine (à raison de 340m ³ /h, soit 8200 m ³ /j) mais collecte aussi les eaux d'exhaure issues du confinement hydraulique du site (et prescrit par arrêté préfectoral de 2013) ainsi que les eaux pluviales du site. Le rejet global est d'environ 11 000 m ³ /j. L'exploitant reporte la valeur de ce rejet global dans le cadre de son autosurveillance. Or, la VLE de 10 000 m ³ /j ne s'applique qu'au rejet des eaux résiduaires industrielles. --> L'exploitant devra s'attacher à ne déclarer que le débit de rejet des eaux de process par une mesure normée du débit entre la sortie du clarificateur (dernière étape de traitement de la station d'épuration) et l'amont de la conjonction des divers réseaux, notamment pour démontrer le respect du débit maximal journalier qui lui est fixé. S'il est démontré l'impossibilité technique de réalisation de cette mesure, l'exploitant proposera à l'inspection des installations classées une ou plusieurs méthodes alternatives permettant de calculer simplement et de manière précise et sûre ce débit. --> Concernant le point de prélèvement, l'apport des eaux d'exhaure et d'eaux pluviales participe à une forme de dilution des rejets (interdiction rappelée par l'article 5.10 de l'AMPG du 10/09/2020 relatif aux papeteries). Aussi, il est nécessaire que l'exploitant crée un autre point de prélèvement, entre la sortie du clarificateur et l'amont de la conjonction avec les autres réseaux, afin de caractériser de manière plus précise la qualité des effluents rejetés après traitement par la station d'épuration et garantir ainsi le respect des valeurs limites d'émission (notamment en concentration) pour les paramètres à surveiller.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale- 2 mois

Nom du point de contrôle : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
Constats : Le site bénéficie de l'agrément SRR pour le suivi régulier des rejets de l'Agence de l'eau Seine Normandie et a fait l'objet d'un contrôle de l'APAVE dans ce cadre le 24 février 2022. Ce contrôle avait également pour but de valider les modifications intervenues sur la STEP (ajout d'un méthaniseur et d'un bassin biologique de 3000m ³). Le rapport de synthèse suggère un point d'amélioration relatif à la nécessité de déterminer l'écart entre le volume théorique et le volume prélevé (pour s'assurer qu'il est inférieur à 10%). De plus, lors de la visite, il a pu être constaté qu'un suivi en interne du débit-mètre est réalisé et consigné dans un cahier. Il consiste à ce qu'un opérateur du service instrumentation de l'usine vérifie mensuellement la hauteur d'eau à l'aide d'une règle, la hauteur renvoyant à une indication de débit sur un abaque. Concernant les autres équipements de la chaîne: - pH-mètre: il est également vérifié en interne chaque mois à l'aide d'une solution titrée de référence. Chaque contrôle est consigné dans un cahier dédié (la tolérance fixée est de +/- 0,5). - Sonde de température: elle est vérifiée mensuellement par comparaison avec un thermomètre normé de référence (la tolérance fixée est de +/- 1°C). - préleveur: il est suivi tous les mois en interne aussi au travers d'une vérification de la vitesse d'aspiration (qui doit être supérieure à 0,5m/s), du volume unitaire prélevé (répétabilité sur 5 prélèvements unitaires), et d'une vérification de la température de l'enceinte réfrigérée. Puis, celui-ci est vérifié annuellement par le fournisseur HachLange, le dernier contrôle en date du 3/3/2022 conclut à la conformité de celui-ci à la norme ISO 5667-10.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Le canal de rejet est un canal venturi ouvert et maçonné en béton. Il date de 1978. Ses parois sont rectilignes et relativement propres. Il n'est pas fait état de trace et/ou d'encrassement sur les parois en béton de celui-ci. Dans le chenal amont, l'écoulement est laminaire, la hauteur en fond de canal est à 1.23m selon l'exploitant. Dans le chenal aval, l'écoulement s'effectue convenablement.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Canal de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Les consignes de vérification sont formalisées dans 2 procédures à destination du personnel intervenant sur la chaîne de mesure des rejets dans l'eau. Ainsi, un mode opératoire est établi pour: - la vérification du débit-mètre au canal Venturi; - le prélèvement et le contrôle de l'échantillonneur. Ces modes opératoires mentionnent les responsabilités, le domaine d'application, un résumé du mode de fonctionnement de l'équipement, la méthode et les modalités de contrôle, les critères d'appréciation des anomalies et écarts.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
Prescription contrôlée : Les échantillonneurs à mettre en œuvre devront être des échantillonneurs réfrigérés monoflacons, fixes ou portatifs, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Un échantillonneur multiflacons peut être utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen en cas d'échantillonnage asservi au temps. Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO ₅ , la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses. A la fin de l'échantillonnage, l'opérateur de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.
Constats : La chaîne de mesure dispose d'un préleveur à dépression, dont l'aspiration ascendante est positionnée dans le chenal aval et est asservie au débit de rejet. L'échantillonneur est contrôlé par la société HachLange en mars 2022 qui atteste de la conformité du préleveur (vitesse d'aspiration – répétabilité – température de l'enceinte réfrigérée – asservissement).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation
Prescription contrôlée : <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.</p> <p>La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.</p> <p>La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.</p> <p>En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.</p> <p>Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p>
Constats : <p>Lors de chaque contrôle inopiné, le technicien de laboratoire est systématiquement accompagné d'un opérateur de la STEP tout le temps de son intervention. Le prestataire du contrôle inopiné connaît bien les équipements du site.</p> <p>Bien que le site soit agréé SSR, le prestataire utilise son propre matériel (débit-mètre, sonde température et pH, et préleveur automatique mobile).</p> <p>A l'issue des 24h de prélèvements (186 prélèvements à raison de 80mL par 50m³ de rejet), l'instrumentation du laboratoire indique un rejet de 9331m³.</p> <p>La répartition de l'échantillon dans les différents flacons est effectuée tout en maintenant constant le mélange de l'effluent (recirculation dans le flacon en verre) et en garantissant l'absence de contamination, flacon par flacon.</p> <p>Les flacons ainsi constitués au rejet ont été placés dans une glacière et adressés le jour même au laboratoire pour analyses. L'autre moitié a été remise à l'exploitant.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Un contrôle visuel au niveau du canal de rejets a permis de constater lors de la visite une bonne évacuation et diffusion des effluents vers la Seine. Toutefois, l'échantillon présentait une couleur marron.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet